

Appel urgent des féministes sri-lankaises pour faire face à la crise humanitaire provoquée par l'effondrement économique du Sri Lanka

vendredi 8 avril 2022, par [Feminist movements and individuals \(Sri Lanka\)](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2022).

Le Sri Lanka est confronté à la pire crise économique de son histoire depuis son indépendance. Des pénuries généralisées de nourriture et de carburant paralysent la vie des gens. Cette situation, qui dure déjà depuis plusieurs semaines, donne lieu à d'importantes manifestations qui sont violemment réprimées. Nous craignons une escalade de violence face à la multiplication de protestations pacifiques de citoyens ordinaires contre cette situation injuste. C'est bien d'une crise humanitaire qu'il s'agit, à l'échelle du pays. Ces circonstances dramatiques vont précipiter davantage de personnes dans la pauvreté et à accroître les inégalités, faisant reculer le pays de plusieurs années. Les femmes sont en première ligne face à cette crise - dans les files d'attente pour l'essence, les files d'attente pour les produits alimentaires essentiels et dans les manifestations.

Il y a maintenant une crise politique monumentale, même si la crise économique reste immédiate et primaire pour les gens ordinaires. Pour faire face à pareille situation, il est urgent de mettre en place un système de gouvernance civil et démocratique capable de restaurer la confiance du peuple. En dépit de l'effondrement imminent du gouvernement actuel, les mécanismes de l'État doivent s'acquitter de leurs devoirs fondamentaux en garantissant les droits et le bien-être de la population. Toutes les mesures demandées ci-dessous sont basées sur le principe que le gouvernement doit donner la priorité aux besoins fondamentaux de la population. Nous reconnaissons que les gens ressentent une profonde frustration à l'égard de la classe politique et soulignons l'urgence pour les citoyens du Sri Lanka de disposer de systèmes de gouvernance capables de restaurer leur confiance. Dans ce contexte, il est impératif de lancer d'urgence une opération humanitaire, en se concentrant sur la prévention de la famine et du chaos au niveau national. Le gouvernement, dans toutes ses négociations à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour sortir de cette crise, DOIT répondre à ces besoins en allouant les ressources en conséquence.

Si l'impact de la crise économique se fait sentir aux quatre coins de l'île, ce sont les salariés qui gagnent leur vie au quotidien, ceux qui dépendent des micro, petites et moyennes entreprises, les travailleurs urbains pauvres et les autres communautés vivant dans la pauvreté, ainsi que les communautés déjà marginalisées en raison de leur identité ethnique, religieuse, de caste, de genre et sexuelle, qui sont les plus touchés par cette crise qui ne cesse de s'aggraver. Certaines personnes sont confrontées au sans-abrisme et à la misère. Pour ceux qui vivaient d'un salaire de subsistance, même avant cette crise, la hausse des prix des produits essentiels a épuisé l'argent disponible. Les communautés touchées par des tragédies répétées - la guerre de longue durée, le tsunami, les attentats de Pâques et la pandémie de Covid-19 - voient une fois de plus leurs efforts pour reconstruire leur vie réduits à néant. Et ce, alors que des quêtes épuisantes pour la vérité et la justice se poursuivent chaque jour.

Le fardeau d'une économie chancelante retombe invariablement sur les femmes, les risques économiques étant repoussés dans la sphère domestique. Les femmes doivent faire face à la double charge de gagner un revenu et d'effectuer des tâches non rémunérées à la maison. Les femmes luttent pour assurer le bien-être de leurs enfants en raison des obstacles à l'éducation, de la violence domestique et des systèmes inefficaces et injustes de paiement des pensions alimentaires aux mères célibataires. Les frustrations et les craintes liées à l'incertitude, à la faim et au manque de confort de base se traduisent souvent par des violences domestiques dirigées contre les femmes et les enfants. Les services limités existants pour faire face à cette violence sont encore affaiblis par la pandémie et maintenant par la crise économique.

Des choix délibérés faits par les gouvernements successifs du Sri Lanka nous ont placés dans cette calamité. Ce pays dépend très largement du travail des femmes, y compris pour les devises étrangères du pays, à travers les secteurs des plantations, de l'habillement et de la main-d'œuvre migrante. Simultanément, la politique économique du Sri Lanka a eu un impact sur le travail des femmes et sur chaque sphère de la vie des femmes - leurs conditions matérielles, leur mobilité, leurs aspirations et leur statut social. C'est la richesse accumulée par l'exploitation du travail des femmes qui a été dilapidée. Personne n'est tenu responsable de cette perte. Au lieu de cela, une fois de plus, les femmes sont contraintes de faire les frais de la crise économique.

Jusqu'à présent, les réponses du gouvernement se limitent à obtenir des prêts pour faire face à la situation de la dette et à demander l'aide du Fonds monétaire international (FMI). Nous sommes très inquiets à l'idée que des acteurs tels que le FMI et d'autres pourraient imposer une consolidation budgétaire par le biais de politiques d'austérité. Ils s'imaginent que c'est là une stratégie viable pour rendre la dette supportable. Cependant, les politiques fiscales régressives telles que l'augmentation des impôts directs via la TVA, et les réductions des dépenses publiques ne feront que saper les améliorations de la productivité et décourager la croissance économique inclusive ainsi qu'une infrastructure sociale robuste. L'investissement dans les services de santé, d'éducation et de soins est impératif pour améliorer la productivité et le bien-être des personnes. Les analyses de cette crise économique sont dominées par les économistes néolibéraux et les récits macroéconomiques dominants. Ceux-ci ont largement déshumanisé la crise, apportant ainsi des réponses qui ne répondent pas aux préoccupations urgentes des femmes, des travailleurs et des communautés marginalisées. Nous sommes sérieusement préoccupés par les causes anciennes de la crise, telles que la corruption dans les entreprises publiques et l'échec de l'introduction de politiques fiscales progressives. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, nous prévoyons des tentatives de privatisation des services publics, ce qui aura pour effet de transférer une nouvelle fois la charge économique sur la population.

Dans ce contexte, il est impératif de lancer d'urgence une opération humanitaire, en partenariat avec le gouvernement et la société civile, afin de prévenir la famine et le chaos au niveau national. Toutes les mesures demandées ci-dessous partent du principe que le gouvernement doit donner la priorité aux besoins fondamentaux des citoyens. Le gouvernement, dans toutes ses négociations à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour sortir de cette crise, DOIT répondre à ces besoins en allouant les ressources en conséquence.

Nous demandons instamment au gouvernement de prendre immédiatement les mesures suivantes pour faire face à la crise humanitaire en cours :

1. **Planifier et mettre en œuvre un système de distribution alimentaire à l'échelle de l'île** : Un système de distribution de nourriture pour atteindre tous les ménages avec des rations de base essentielles - cela devrait inclure du riz, de l'huile, du sucre, du thé, du *dhal* et du *triposha*. Les systèmes existants de *Sathosa*, *Samurdhi* et coopératives devraient être renforcés pour atteindre tout le monde. Le nombre de personnes vivant dans des situations

précaires et tombant dans la pauvreté étant en augmentation, **le système de distribution alimentaire devrait être universel**. La mise en œuvre de programmes « ciblés » pour « n'atteindre que certains pauvres », comme le recommandent certains conseillers, ne répond pas à la réalité et les actions ciblées dans un contexte de pauvreté croissante ne feront que retarder l'aide et nuire davantage aux personnes. Le ciblage approfondira également les divisions sociales et attisera les tensions dans un contexte de frustrations déjà existantes.

2. **Donner la priorité à la nutrition et à la souveraineté alimentaire** : Garantir la sécurité alimentaire en contrôlant les prix du kérosène et du gaz ; soutenir et subventionner de toute urgence les agriculteurs ; et soulager les pêcheries et autres communautés agricoles sont des mesures à mettre en œuvre immédiatement. Les promesses du budget 2022 en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, telles que le panier nutritionnel pour les femmes enceintes et allaitantes, pendant 24 mois, doivent être appliquées. Les promesses d'un panier de secours pour alléger les pressions liées à l'augmentation du coût de la vie, la garantie d'un programme de repas de midi dans les écoles et une aide au niveau des ménages pour les enfants doivent être activées.
3. **Un système d'aide Samurdhi centré sur les personnes et fidèle à sa vision originale doit être renforcé** : Les allocations *Samurdhi* sont réduites dans de nombreux districts et différentes excuses sont données au niveau communautaire. Le gouvernement doit réagir à la réalité, à savoir que de plus en plus de familles tombent sous le seuil de pauvreté, et étendre les prestations du *Samurdhi* et augmenter les paiements mensuels du *Samurdhi* pour qu'ils correspondent à l'augmentation du coût de la vie.
4. **Le secteur de la santé doit être soutenu par l'État pour obtenir et fournir des médicaments, d'autres équipements médicaux essentiels, des produits de santé et des services de santé génésique**.
5. **Des programmes d'assistance (orientation, soutien et services) pour lutter contre la famine, le sans-abrisme, le dénuement et la violence domestique** : le gouvernement doit mettre en place des programmes d'aide urgente pour traiter les problèmes de famine, de sans-abri, de dénuement et de violence domestique. Les agents de l'État doivent être invités à fournir ces services sans discrimination, sans préjugé et sans jugement. L'augmentation des violences sexuelles et sexistes devenant inévitable, les services étatiques et non étatiques doivent assurer des services de soutien, notamment des refuges centrés sur les femmes et les enfants. Les réponses doivent être rapides et adopter une approche centrée sur les survivants (protection des droits, de la vie privée, du rétablissement de la victime afin de renforcer sa confiance, sans blâmer ou humilier ni tolérer de représailles).
6. **Des mesures immédiates pour garantir les recettes publiques afin de mettre en œuvre les programmes d'État susmentionnés** : Nous demandons instamment au gouvernement de mettre en œuvre une fiscalité progressive pour répondre aux besoins de recettes publiques du pays, notamment en introduisant des impôts sur la fortune appropriés. Cette fiscalité ne doit pas alourdir le fardeau des pauvres et des travailleurs du pays. Le gouvernement doit s'assurer que les recettes publiques sont utilisées pour mettre en œuvre des programmes de sécurité sociale qui répondent à la crise, parallèlement aux mesures de relance de l'économie.
7. **Donner la priorité aux politiques du travail et de la terre qui protègent la sécurité financière des personnes** : Les gouvernements successifs n'ont pas su répondre à la nécessité d'une politique foncière qui corresponde aux besoins et aux aspirations de la population, à la crise climatique et à la nécessité d'une politique du travail axée sur la population. Pendant cette crise, étant donné la forte tendance à s'orienter vers des mesures d'exploitation, les protections du travail et les droits fonciers existants ne doivent pas être défaits. Il faut au contraire distribuer des terres aux petites exploitations agricoles féminines qui produisent des céréales essentielles.
8. **Consulter les femmes** : La réponse à cette crise nécessite la consultation et la participation des femmes. Étant donné la faible représentation des femmes dans le processus décisionnel, il

est essentiel que les organes consultatifs, les processus et les réponses impliquent directement les femmes, en particulier la représentation des travailleuses et des femmes affectées.

Enfin, nous invitons les groupes de femmes, les syndicats, les collectifs d'agriculteurs et de pêcheurs, les coopératives, les institutions religieuses, les ONG et les mouvements politiques progressistes à se joindre à la solidarité pour une action urgente en réponse à l'urgence humanitaire qui menace de détruire notre avenir collectif pour les générations à venir.

Collectif

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

CADTM

<http://cadtm.org/Appel-urgent-des-feministes-sri-lankaises-pour-faire-face-a-la-crise>

Traduit par Christine Pagnouille

1. Aalumai Women's Group, Mullaithivu
 2. Affected Women's Forum, Akkaraipattu
 3. Dabindu Collective, Kattunayake
 4. Centre for Women and Development, Jaffna
 5. Mannar Women's Development Federation
 6. Muslim women's Development Trust, Puttalam
 7. Nisha Development Group, Mulaitheevu+
 8. Progressive Women's Collective
 9. Revolutionary Existence for Human Development, Katunayake
 10. Sisterhood initiative, Colombo
 11. Stand Up Movement, Colombo
 12. Suriya Women's Development Center, Batticaloa
 13. The Grassrooted Trust
 14. Uwa Wellassa Women Organization, Monaragala
 15. Vallamai-Movement for Social Change, Jaffna
 16. Women and Media Collective, Colombo
 17. Women's Action Network
 18. Women's Coalition for Disaster Management, Eastern Province
 19. Women's Development Center Badulla
 20. Women's Resource Centre, Kurunegala
 21. Women's Education and Research Center, Colombo
-
1. A Mathura
 2. Amali Wedagedara
 3. Anuratha Rajaretnam
 4. Arany Shanthiramohan
 5. Dinesha Samararatne

6. Ermiza Tegal
7. Hasanah Cegu Isadeen
8. Hyshyama Hamin
9. Iromi Perera
10. Jansila Majeed
11. J. Jana
12. Jayanthi Kuru-Uthumpala
13. K. Hemalatha
14. K. Sathiyaseelan
15. K.Mahaluxmy
16. Kamala Vasuki
17. M.Nirmaladevi
18. Ms.Juwairiya Mohideen
19. N. Arththigan
20. N.M Pasmia
21. Nabeela Iqbal
22. Nafla
23. Nishadi
24. Niyanthini Kadirgamar
25. P.Arulseei
26. Paba Deshapriya
27. R. Saththiya
28. R.Kounthini
29. Rajany Rajeshwary
30. S. Easwary
31. S. Mariyarosalin
32. S.Kobika
33. S.Niththika
34. S.Thileepan
35. Sarala Emmanuel
36. Sachini Perera
37. Shreen Abdul Saroor
38. Subashini
39. Subathra Yogasingham
40. Suganya Kandeepan
41. Thanusiya Ponnampalam
42. Thilakaradnam Unista
43. Thushithra
44. V.Shamini
45. Yathursha Ulakentheran
46. Zainab Ibrahim
47. Zihla